

COMMISSION DE L'ECONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'EDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MERCREDI 18 AVRIL 2007

WOENSDAG 18 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 12 par M. Paul Tant, président.

01 Question de Mme Muriel Gerken au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les suites à donner à l'enquête du CEN à propos du réacteur nucléaire à Kinshasa" (n° 14649)

01.01 Muriel Gerken (ECOLO) : Interrogé à propos de l'état déplorable d'un réacteur nucléaire à Kinshasa, M. Verhofstadt répondait le 1^{er} mars en séance plénière de la Chambre qu'il attendait un rapport sur l'historique de ces installations et une analyse de la situation par le Centre d'étude de l'énergie nucléaire (CEN), avec des propositions de solution (voir *Compte rendu analytique* n° 267, p. 2).

Quelles sont les conclusions du premier rapport ? Quel est le cahier des charges du CEN ? Quel est le timing prévu ? Quel est le coût et qui l'assumera ? Quel rôle jouera la Belgique dans ce dossier ?

01.02 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Le réacteur actuel, propriété des autorités congolaises, fourni comme le réacteur initial par les États-Unis, est utilisé comme le premier réacteur pour la recherche, l'enseignement et la production d'isotopes.

Au départ, la Belgique a été associée à l'exploitation et à l'entretien du premier réacteur et a prêté son assistance en 1968 et en 1987. En 1988, le Congo a conclu un partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et depuis lors, le réacteur ne fonctionne plus que quelques heures par an. L'AIEA exerce une surveillance sur ce réacteur.

Si l'AIEA et le Congo décidaient d'entamer un nouveau projet autour de ce réacteur, la Belgique mettrait son expertise à leur disposition.

01.03 Muriel Gerken (ECOLO) : La Belgique considère qu'elle n'a plus rien à voir avec ce dossier.

01.04 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Nous sommes prêts à agir si l'AIEA ou le Congo nous le demandent.

01.05 Muriel Gerken (ECOLO) : Il ne reste plus qu'à espérer que l'AIEA prenne en compte la nécessaire restauration de ce site, dont l'état est inquiétant.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Muriel Gerken au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la vente de sites par Electrabel" (n° 15041)

02.01 Muriel Gerken (ECOLO) : Suite à la demande formulée par le gouvernement en octobre 2005 de mettre des sites à disposition d'autres opérateurs, Electrabel a signé avec EON, en août 2006, un accord portant sur le site de Beringen. Sur les sites de Leeuw-Saint-Pierre et de Marchienne-au-Pont, la procédure est toujours en cours. Ces derniers sites semblent peu intéresser les opérateurs potentiels, du fait de la distance qui les sépare des réseaux de transport de gaz et d'électricité.

EON a-t-elle déposé une demande d'autorisation pour une installation de production d'électricité à Beringen ? Où en est la vente des deux autres sites ? En cas de retard, de quels moyens disposons-nous pour imposer à Electrabel la vente de ces deux sites, outre les amendes prévues dans la loi que nous avons adoptée en 2006 ?

02.02 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Les sociétés EON et Electrabel ont signé, le 18 août 2006, un accord pour la vente du site de production d'électricité à Beringen. Aucune demande d'autorisation individuelle pour l'établissement d'une installation de production d'électricité sur ce site n'a été introduite par la société EON, mais le dossier est en préparation.

Les sites de production, dont Leeuw-Saint-Pierre et Marchienne-au-Pont, font actuellement l'objet de négociations. La complexité des dossiers - notamment liée à l'éloignement des sites par rapport au réseau de transport - explique les délais nécessaires à la conclusion d'un accord.

La loi du 8 décembre 2006 permettra de lutter efficacement contre la non-utilisation de ces sites. Le prélèvement prévu, de 11.000 euros par mégawatt, accélérera la cession à d'autres producteurs par l'opérateur dominant. Le dépôt a été fait par tous ceux qui possèdent des sites non utilisés ou sous-utilisés.

02.03 Muriel Gerken (ECOLO) : Le fait d'être en négociation les dispensera-t-il de l'amende ?

02.04 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Non.

02.05 Muriel Gerken (ECOLO) : N'avez-vous aucune idée de quand cela pourrait se conclure ?

02.06 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Le dossier est en construction.

02.07 Muriel Gerken (ECOLO) : Depuis presque deux ans !

02.08 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Depuis août 2006, cela ne fait pas encore deux ans.

02.09 Muriel Gerken (ECOLO) : La décision de diversifier la production a été prise en octobre 2005 pour Electrabel.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Muriel Gerken au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "le contrôle des provisions nucléaires" (n° 15042)

03.01 Muriel Gerken (ECOLO) : Plusieurs membres du comité de suivi des provisions nucléaires ont démissionné. Les recours déposés par Synatom contre les décisions du comité de suivi de mai 2005 n'ont toujours pas été traités. La première évaluation des provisions nucléaires devait avoir lieu le mois passé, l'avis de l'ONDRAF étant un élément très important dans cette procédure.

Qui est actuellement membre du comité de suivi ? Pourquoi n'adapte-t-on pas l'arrêté royal fixant sa composition ?

Avez-vous soumis une décision au gouvernement concernant les recours de Synatom ?

Quel était fin 2006 le montant précis des provisions nucléaires pour le démantèlement des centrales et pour la gestion des matières fissiles irradiées ?

L'ONDRAF a-t-il remis un avis dans le cadre de la réévaluation trisannuelle des provisions ?

Quelle a été la décision du comité de suivi dans le dossier de réévaluation des provisions ? La Chambre peut-elle disposer du document ?

03.02 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Le Conseil des ministres prendra probablement les décisions lors de la dernière séance d'avril.

Au 31 décembre 2006, après approbation par le comité de suivi, le montant des provisions nucléaires pour le démantèlement des centrales s'élevait à 1.658.764.978 euros et celui des provisions nucléaires pour la gestion des matières fissiles irradiées à 2.940.906.076 euros. Le comité a envoyé son propre avis et celui de l'ONDRAF à la société d'approvisionnement nucléaire le 16 mars 2007. Cette société dispose de soixante jours pour y répondre. Entre-temps, cet avis ne peut être divulgué à la Chambre.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les protocoles en matière de responsabilité civile des exploitants nucléaires" (n° 15043)

04.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : La Convention de Paris et la Convention complémentaire de Bruxelles, auxquelles la Belgique est partie, limitent la responsabilité civile de l'exploitant d'une installation nucléaire à 297,5 millions d'euros. Deux protocoles à ces conventions, signés le 12 février 2004, augmentent ce montant jusqu'à une somme minimale de 700 millions d'euros. Pour la Belgique, cela signifie une hausse de 235 %, ce qui est important pour les victimes éventuelles d'un accident nucléaire dans notre pays.

Lors d'une réunion de commission le 28 septembre 2004, vous répondiez à ma question n° 3528 que l'adoption de ce montant ne serait pas différée trop longtemps (voir *Compte rendu analytique* n° 342, p. 18 & 19). Or actuellement, en avril 2007, la Belgique n'a toujours pas ratifié ces deux protocoles.

Où en est ce dossier ? Où en sont les autres pays de l'Union européenne en la matière ?

04.02 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : La ratification des deux protocoles nécessite une loi soumise à la procédure bicamérale. Une loi ordinaire devra modifier la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire. Les deux avant-projets devraient être soumis au prochain gouvernement pour adoption au cours de la session 2007-2008.

La décision du Conseil 2004/294 du 8 mars 2004 invite les parties aux conventions de Paris, complémentaires de Bruxelles, qui sont aussi membres de l'Union européenne, à coordonner le dépôt de leurs instruments de ratification respectifs afin d'éviter que ne surviennent des problèmes de compétence juridictionnelle entre États membres. Le Conseil proposait d'effectuer ce dépôt « si possible » avant le 31 décembre 2006, ce qui indique qu'il ne s'agit pas d'une date obligatoire.

Cette décision concerne l'Europe des Quinze ainsi que la Slovénie. Le Danemark est partie aux conventions de Paris et de Bruxelles mais pas aux règles juridictionnelles justifiant la coordination précitée. Le Grand-Duché de Luxembourg, l'Irlande et l'Autriche ne sont pas parties aux conventions. À ce jour, le Danemark,

l'Espagne, l'Italie, la Grèce, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède, pas plus que la Turquie et la Norvège, ne semblent en mesure de fixer une date de ratification.

Divers problèmes de couverture par les assurances se posent, à des degrés divers, selon les États.

Pour notre part, nous sommes pratiquement prêts, mais notre travail ne servira à rien si les autres pays membres ne suivent pas. J'espère que nous pourrions rapidement en terminer avec cette problématique.

04.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Existe-t-il une mobilisation au sein de l'Union européenne ?

04.04 Marc Verwilghen, ministre (*en français*) : Si l'on n'arrive pas à trancher par le biais du COREPER, la Belgique demandera que le point soit mis à l'agenda du Conseil.

L'incident est clos.

05 Ordre des travaux

Le **président** : Les questions adressées à M. Verwilghen viennent d'être traitées. Les questions pour Mme Laruelle ne pourront lui être posées aujourd'hui puisque la ministre s'est fait excuser. Elle serait toutefois disposée à y répondre la semaine prochaine.

Mais si tout le monde est d'accord et sous réserve d'approbation par la conférence des présidents qui aura lieu dans un instant, nous organiserons une réunion de notre commission demain à 13 h 30 afin de permettre à chacun de poser ses questions (*Assentiment*).

La discussion des questions se termine à 10 h 34.

De vergadering wordt geopend om 10.12 uur en voorgezeten door de heer Paul Tant.

01 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de gevolgen van het onderzoek van het SCK over de kernreactor in Kinshasa" (nr. 14649)

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Op mijn vraag in verband met de erbarmelijke staat van de kernreactor in Kinshasa heeft premier Verhofstadt op 1 maart tijdens de plenaire vergadering van de Kamer geantwoord dat hij wachtte op een verslag over de geschiedenis van die installaties en een analyse van de toestand door het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) dat tevens een oplossing zou voorstellen (zie *Beknopt Verslag* nr. 267, blz. 2).

Hoe luiden de conclusies van het eerste verslag? Welk bestek werd er aan het SCK bezorgd? Welke timing zal er gevolgd worden? Hoeveel zal die operatie kosten en wie zal ze betalen? Welke rol zal België in dat dossier spelen?

01.02 Minister Marc Verwilghen (Frans): De huidige reactor is eigendom van de Congolese overheid en werd net zoals de oorspronkelijke reactor door de Verenigde Staten geleverd. Zoals de eerste reactor wordt hij gebruikt voor onderzoek, onderwijs en de productie van isotopen.

Oorspronkelijk stond België mee in voor het beheer en het onderhoud van de eerste reactor en heeft het in 1968 en 1987 bijstand verleend. In 1988 heeft Congo een partnerschap afgesloten met het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie (IAAE) en sindsdien werkt de reactor hooguit enkele uren per jaar. Het IAAE oefent toezicht uit op die reactor.

Als het IAAE en Congo beslissen om een nieuw project rond die reactor op te zetten, zal België hun zijn kennis ter beschikking stellen.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO): België is van oordeel dat het niets meer met dat dossier te maken heeft.

01.04 Minister Marc Verwilghen (Frans): Wij zijn bereid actie te ondernemen indien het IAAE of Congo ons

dat vragen.

01.05 Muriel Gerken (ECOLO): We kunnen alleen maar hopen dat het IAAE de noodzakelijke restauratie van die site, die in een zorgwekkende staat verkeert, in aanmerking neemt.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de verkoop van sites door Electrabel" (nr. 15041)

02.01 Muriel Gerken (ECOLO): In oktober 2005 verzocht de regering Electrabel om sites ter beschikking van andere operatoren te stellen. In augustus 2006 ondertekende Electrabel een akkoord met EON over de site van Beringen. Voor de sites van Sint-Pieters-Leeuw en Marchienne-au-Pont is de procedure nog aan de gang. Die twee sites kunnen blijkbaar op weinig belangstelling van de potentiële operatoren rekenen doordat ze ver verwijderd liggen van de transmissienetten voor gas en elektriciteit.

Heeft EON een vergunningsaanvraag voor een productie-eenheid voor elektriciteit te Beringen ingediend? Hoe staat het met de verkoop van de twee andere sites? Indien een en ander op zich laat wachten, over welke middelen beschikken we dan om Electrabel tot de verkoop van die twee andere sites te dwingen, buiten de boetes waarin de wet van 2006 voorziet?

02.02 Minister Marc Verwilghen (Frans): Op 18 augustus 2006 ondertekenden EON en Electrabel een akkoord inzake de verkoop van de productie-eenheid voor elektriciteit te Beringen. EON heeft nog geen individuele vergunningsaanvraag ingediend voor de vestiging van een productie-eenheid voor elektriciteit, maar het dossier is in voorbereiding.

Er wordt momenteel onderhandeld over de productiesites, waaronder die van Sint-Pieters-Leeuw en Marchienne-au-Pont. Aangezien deze dossiers bijzonder complex zijn – wat onder meer verklaard wordt door de grote afstand tussen de sites en het transmissienet, neemt de voorbereiding van een akkoord veel tijd in beslag.

De wet van 8 december 2006 biedt de mogelijkheid om efficiënt op te treden tegen het niet benutten van die sites. De vastgestelde heffing van 11.000 euro per megawatt zal de dominante operator er vlugger toe aanzetten om de sites aan andere producenten over te laten. Alle operatoren die niet-benutte of onderbenutte sites bezitten, hebben daarvan aangifte gedaan.

02.03 Muriel Gerken (ECOLO): Moeten ze de boete niet betalen omdat ze aan het onderhandelen zijn?

02.04 Minister Marc Verwilghen (Frans): Nee.

02.05 Muriel Gerken (ECOLO): Heeft u enig idee wanneer dat akkoord er komt?

02.06 Minister Marc Verwilghen (Frans): We werken aan het dossier.

02.07 Muriel Gerken (ECOLO): Al bijna twee jaar!

02.08 Minister Marc Verwilghen (Frans): Sinds augustus 2006, dus nog lang geen twee jaar.

02.09 Muriel Gerken (ECOLO): De beslissing om de productie te diversifiëren werd voor Electrabel in oktober 2005 genomen.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "het toezicht op de nucleaire provisies" (nr. 15042)

03.01 Muriel Gerken (ECOLO): Verscheidene leden van het voortgangscomité van de nucleaire provisies

hebben ontslag genomen. De beroepen van Synatom tegen de beslissingen van het voortgangscomité van mei 2005 werden nog steeds niet behandeld. De eerste evaluatie van de nucleaire provisies diende vorige maand te gebeuren. Het advies van de NIRAS is een erg belangrijk onderdeel van die procedure.

Wie heeft er thans zitting in het voortgangscomité? Waarom komt er geen aanpassing van het koninklijk besluit tot vaststelling van de samenstelling van dat comité?

Heeft u de regering een beslissing in verband met de beroepen van Synatom voorgelegd?

Wat was eind 2006 het exacte bedrag van de nucleaire provisies voor de ontmanteling van de kerncentrales en het beheer van de bestraalde splijtstoffen?

Heeft het NIRAS in het kader van de driejaarlijkse evaluatie van de provisies een advies uitgebracht?

Wat heeft het voortgangscomité beslist met betrekking tot de herziening van de provisies? Kan de Kamer dit document inkijken?

03.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): De ministerraad zal waarschijnlijk de nodige beslissingen nemen op de laatste ministerraad van april.

Op 31 december 2006, en na goedkeuring door het voortgangscomité, bedroegen de nucleaire provisies voor de ontmanteling van de centrales 1.658.764.978 euro, en de nucleaire provisies voor het beheer van de bestraalde splijtstof 2.940.906.076 euro. Het comité heeft op 16 maart 2007 zijn advies en dat van de NIRAS overgemaakt aan de kernprovisievennootschap. Die maatschappij beschikt dan over zestig dagen om daarop te antwoorden. In tussentijd mag dit advies niet verspreid worden onder de parlementsleden.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van mevrouw Muriel Gerken** aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de protocollen inzake de burgerlijke aansprakelijkheid van kernenergie" (nr. 15043)

04.01 **Muriel Gerken** (ECOLO): De conventie van Parijs en de aanvullende conventie van Brussel, die België mee heeft ondertekend, beperken de burgerlijke aansprakelijkheid van de exploitant van een nucleaire installatie tot een bedrag van 297,5 miljoen euro. Middels twee protocollen bij die conventies, die op 12 februari 2004 werden ondertekend, werd dat bedrag tot minimum zevenhonderd miljoen euro opgetrokken. Voor België betekent dat een verhoging met 235 procent, wat van belang is voor de mogelijke slachtoffers van een kernongeval in ons land.

Tijdens een commissievergadering van 28 september 2004 antwoordde u op mijn vraag nr. 3528 dat de goedkeuring van dat bedrag niet lang op zich zou laten wachten (zie *Beknopt Verslag* nr. 342, blz. 18 en 19). Ondertussen is het april 2007 en heeft België die twee protocollen nog steeds niet bekrachtigd.

Hoever staat het met dat dossier? Hoever staan de overige Europese lidstaten op dit vlak?

04.02 Minister **Marc Verwilghen** (*Frans*): Voor de ratificatie van beide protocollen is een wet vereist die aan de bicamerale procedure is onderworpen. De wet van 22 juli 1985 betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid op het gebied van kernenergie zal bij een gewone wet moeten worden gewijzigd. Beide voorontwerpen zouden in de loop van de zitting 2007-2008 aan de volgende regering ter goedkeuring moeten worden voorgelegd.

De beschikking van de Raad 2004/294 van 8 maart 2004 nodigt de verdragsluitende partijen bij de Verdragen van Parijs, ter aanvulling van die van Brussel, die ook lid zijn van de Europese Unie, uit de nodige maatregelen te treffen om hun respectieve akten van bekrachtiging gelijktijdig neder te leggen teneinde jurisdictionele problemen tussen lidstaten te voorkomen. De Raad stelde voor zulks "indien mogelijk" vóór 31 december 2006 te doen, wat aangeeft dat het geen verplichte datum betreft.

Die beschikking geldt voor het Europa van de Vijftien, alsook voor Slovenië. Denemarken is verdragsluitende

partij bij de Verdragen van Parijs en Brussel, maar niet bij de jurisdictionele regels ter rechtvaardiging van de voormelde gelijktijdige neerlegging. Het groothertogdom Luxemburg, Ierland en Oostenrijk zijn geen verdragsluitende partij bij de Verdragen. Tot op heden lijken noch Denemarken, Spanje, Italië, Griekenland, Nederland, Portugal, het Verenigd Koninkrijk en Zweden, evenmin als Turkije en Noorwegen een datum voor de bekrachtiging te kunnen vaststellen.

Wat de verzekerde risico's betreft, doet zich op verschillende niveaus een aantal problemen voor in de diverse lidstaten.

Ons land is zo goed als klaar, maar onze inspanningen dienen tot niets indien de andere landen achterblijven. Ik hoop dat dit probleem snel opgelost raakt.

04.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Wordt daartoe iets ondernomen op het Europese niveau?

04.04 Minister Marc Verwilghen (Frans): Indien we via COREPER niet tot een beslissing kunnen komen, zal België vragen dat het punt op de agenda van de Raad wordt ingeschreven.

Het incident is gesloten.

05 Regeling van de werkzaamheden

De **voorzitter**: De vragen aan minister Verwilghen zijn daarbij beantwoord. De vragen aan minister Laruelle kunnen nu niet doorgaan, aangezien de minister zich heeft laten verontschuldigen. Ze zou bereid zijn de vragen volgende week te beantwoorden.

Maar als iedereen het ermee eens is en op voorwaarde dat ook de Conferentie van voorzitters er straks mee instemt, zullen we morgen om 13.30 uur een commissievergadering beleggen opdat iedereen zijn vragen zou kunnen stellen. *(Instemming)*

De behandeling van de vragen eindigt om 10.34 uur.